

Dopage - Lobby, même triche

Dans les dernières années, un consensus s'est fait jour pour sévèrement lutter contre le dopage sportif. À notre époque de transparence, il était devenu insupportable d'imaginer que tout vainqueur d'une compétition pouvait avoir gagné grâce à une potion magique. Beaucoup ont payé de leur santé et de leur vie les excès du dopage.

Aujourd'hui, un nouveau dopage est arrivé. C'est le dopage des influences. Il a un nom : le lobby.

Nous vivons en démocratie, société d'égalité, de liberté et de fraternité. Mais l'égalité n'est pas égale pour tous, et en plus elle a un prix. Des centaines de jeunes gens bien nés, bien instruits, bien payés, arpentent en permanence les couloirs, les bureaux des assemblées, des ministères, des administrations. Ils n'ont qu'une obsession : faire avancer leur cheval, un texte de loi, une disposition fiscale, un médicament autorisé, une énergie renouvelable lucrative. Ils sont financés par millions par les parrains de l'ombre, car on ne connaît jamais vraiment les clients qui les paient. Si on le savait, cette activité serait sévèrement punie par la loi car elle serait qualifiée de trafic d'influence.

67% des budgets du lobby visent l'Assemblée nationale

Normalement, les textes de lois sont élaborés après de puissantes concertations entre les professionnels, les techniciens, les juristes, et l'écoute des citoyens. Et pourtant, une fois toutes ces démarches accomplies, quelques visiteurs du soir viennent pousser leurs pions pour avancer les avantages de leurs protégés. Et ça marche. En quelques instants d'intimité, des milliers de consultations sont anéanties, bafouées, reniées. Quelques snipers d'influence font fi de la démocratie, de la représentation nationale, pour influencer les décideurs et imposer leurs avantages. La démission de Nicolas Hulot a été déclenchée par ces abus.

En France, l'activité du lobby concerne plus de 80 milliards par an, volume équivalent à l'évasion fiscale. Le lobby du réchauffement climatique exploite une manne actuelle mondiale de 1.500 milliards par an, en entretenant les peurs et angoisses de la population avec des solutions qui souvent sont inadéquates mais représentent les intérêts de leurs commanditaires. Les honoraires perçus par les lobbyistes pour cette activité atteignent 27 milliards annuels au niveau mondial, et sans doute plusieurs centaines de millions au niveau français. Plusieurs ONG bien connues se sont reconverties en lobbyistes avec de généreux donateurs. Une économiste africaine de renom, Mallence Bart Williams a dénoncé le business qui exagère la misère de l'Afrique pour simplement dégager des budgets, dont très peu de retombées concernent la cible.

Il existe de très nombreuses officines d'influence pour déployer ces tactiques. Elles sont quelques dizaines à Paris. À Bruxelles c'est une industrie qui explique mieux pourquoi de nombreuses décisions européennes sont incompréhensibles sauf pour les multinationales, les fonds de pension, et quelques spéculateurs avertis.

Le côté obscur de la force

Quelques scandales révèlent régulièrement ces abus mais ils sont vite étouffés ou perdus dans l'oubli. Le moment est venu de dénoncer ce dopage des affaires, tout aussi scandaleux que le

dopage sportif. Tous égaux sur la ligne de départ, le rapport de forces est loin d'être le même à l'arrivée.

Médicaments, immobilier, énergies renouvelables, pollution, produits de luxe, autoroutes, etc tous ces secteurs profitent à volonté des avantages conquis en quelques instants, par milliards, sans aucune transparence. À Bruxelles, plus la concurrence est évoquée, plus ce sont toujours les mêmes qui en profitent.

Et pourtant, il suffirait d'interdire le lobby pour qu'instantanément la loi des affaires redevienne transparente, l'égalité des chances rétablie, l'intérêt du consommateur réhabilité.

Alors ? À quand un comité anti dopage du lobby ?